

Le volontariat continue de donner plus de recrues qu'il en faut

Des chiffres de M. Thorson — Une moyenne mensuelle de 20,000 recrues, pendant les sept derniers mois, quand les renforts présents exigent 6,500 hommes par mois — Le discours de M. Turgeon contient une grave admission — La défense adéquate du littoral sur le Pacifique

Un député libéral (M. Fulford, Leeds, Ontario) dénonce M. Hepburn

(Par Léopold RICHER)

Ottawa, 4-II-42. — Si le volontariat donne des résultats satisfaisants, pourquoi le gouvernement se propose-t-il de tenir un plébiscite afin de se faire délier de ses engagements anticonscriptionnistes? Et si le volontariat ne donne pas de résultats satisfaisants, pourquoi un ministre de la Couronne a-t-il dit hier

après-midi qu'il y a lieu d'être satisfait du rendement du recrutement volontaire? En 1917, lorsque sir Robert Borden présenta son bill de conscription, le volontariat donnait de moins en moins. Le *Devoir* a déjà publié des chiffres montrant qu'en 1917 les pertes de nos armées au front étaient supérieures aux enrô-

(Suite à la dernière page)

A Ottawa

(suite de la première page)

lements volontaires du pays. Ce fut l'une des raisons invoquées par le premier ministre d'alors pour décréter le service militaire obligatoire pour outre-mer et assurer, de cette façon, le remplacement des hommes tombés au champ d'honneur. Or, cette fois, le gouvernement King n'a pas même ce prétexte à invoquer pour se faire délier de ses promesses anticonscriptionnistes.

M. Thorson donne des chiffres

M. E. E. Perley, député conservateur (Qu'Appelle), s'est opposé hier après-midi, aux Communes, à la tenue du plébiscite. D'après lui, l'une des raisons du plébiscite serait le danger de désunion nationale. S'il doit y avoir désunion sur cette question, vaut tout aussi bien l'avoir tout de suite, a-t-il affirmé. Si l'on tient le plébiscite parce que le volontariat ne suffit pas, pourquoi ne pas le dire? de demander le député.

Le ministre des Services de guerre, M. J. T. Thorson, est alors intervenu pour révéler que le volontariat, au cours des sept derniers mois, a fourni une moyenne mensuelle de 20,000 recrues pour l'armée, la marine et l'aviation. "Le ministre trouve-t-il cela satisfaisant?" de demander M. Perley. — "C'est un très beau résultat", de répondre M. Thorson. — "Mais est-ce satisfaisant?" de demander de nouveau M. Perley. — "Tout à fait satisfaisant", a répondu M. Thorson. — "Alors pourquoi le gouvernement demande-t-il de se faire relever de ses promesses électorales anticonscriptionnistes?" A cette dernière question de M. Perley, M. Thorson n'a pas répondu.

Pas d'explication

Le silence du ministre est étrange. Il ne s'explique pas. Non plus que la tenue du plébiscite. Tout cela est fort mystérieux. Les libéraux ont tenu un autre caucus hier avant-midi. Le ministre de la Défense nationale y aurait fourni des chiffres sur le recrutement. (Nous donnons ces renseignements suivants sous réserve). Plus de 430,000 hommes se sont enrôlés volontairement depuis le début de la guerre. Il faut déduire de ce chiffre total, un certain nombre de congédiements. Pendant les douze mois terminés le 31 décembre 1941, le volontariat aurait donné 182,000 recrues aux trois forces. Pendant les quatre mois terminés le 31 janvier de cette année, le volontariat aurait donné 32,000 hommes. Et pendant le seul mois de janvier 1942, les enrôlements volontaires auraient dépassé les 11,000. A l'heure actuelle on estime qu'il faut 6,500 volontaires par mois pour assurer des renforts suffisants et constituer graduellement les unités nouvelles. De sorte que le volontariat donne, ces semaines-ci, deux fois plus d'hommes qu'on n'en a besoin. L'armée a tous les hommes qu'il lui faut. Quant à la marine et à l'aviation, elles en ont beaucoup plus qu'elles ne peuvent en accepter. Les recrues doivent attendre des semaines, voire des mois, avant d'être acceptées.

Dans les circonstances, la politique du plébiscite est parfaitement incompréhensible. La conscription serait non seulement une folie, mais un crime.

Contre les "Tories"

M. Gray Turgeon, député libéral de Cariboo, a été le premier orateur de la journée. Il a dit qu'il appuyera le plébiscite proposé par le premier ministre en vue de se faire délier de ses engagements anticonscriptionnistes. "J'ai l'intention d'appuyer le plébiscite proposé, a-t-il déclaré. J'ai voté contre la conscription alors que je faisais du service militaire durant la dernière guerre, non parce que j'étais opposé à cette mesure, mais à cause des menées des individus qui réclamaient la loi du service militaire obligatoire pour service outre-mer. Je n'oublie pas que les partisans de cette mesure poursuivent les mêmes buts aujourd'hui, mais je suis prêt à faire confiance au gouvernement et en particulier au premier ministre". Par conséquent, M. Turgeon, qui représente un comté de la Colombie canadienne, n'est pas opposé à la conscription comme telle, mais seulement aux tories de 1917 et de 1942. C'est en somme ce qu'il a dit hier après-midi. Et cela représente assez bien un certain état d'esprit chez des ministériels.

M. Turgeon s'est dit prêt à faire confiance à M. King. La confiance qu'il a dans le premier ministre le pousse à aller assez loin. "Après le plébiscite a dit le député, si le peuple donne une réponse favorable au gouvernement — ainsi que je l'espère — c'est mon intention d'appuyer toute mesure de service militaire obligatoire que le premier ministre et le gouvernement peuvent juger nécessaire." Evidemment, quant à avoir la foi, il faut que ce soit la foi du charbonnier. M. Turgeon n'accepterait certes pas la conscription des tories, mais il l'accepterait des libéraux. M. Turgeon en veut plus aux conservateurs qu'à la conscription. "Je me demande souvent si certaines gens qui parlent de *leadership* haïssent plus Hitler que Mackenzie King. La présente situation, en effet, révèle que certaines gens sont désireux de livrer une guerre totale contre Hitler et l'Allemagne, dans la mesure où cette guerre totale ne nuira pas à leur guerre totale contre Mackenzie King." (C'est bien possible. La situation révèle d'autre part que certaines gens approuveraient la conscription avec joie pourvu qu'elle soit décrétée par M. King. La logique n'est le fait ni des tories ni des ministériels.)

Une grave admission

M. Turgeon a rappelé que si des engagements anticonscriptionnistes n'eussent pas été pris en septembre 1939, le Canada ne serait certainement pas entré en guerre de façon unanime. Voilà du *Leadership*, ainsi que les députés et les journaux oppositionnistes aiment à dire. Sous la direction de M. King et grâce à sa politique, le Canada a pu entrer en guerre sans retard, il y a eu la conférence d'Ogdensburg, le bill américain de prêt-location, la rencontre Roosevelt-Churchill, la charte de l'Atlantique, l'aide à la Russie. M. Turgeon a répondu également aux attaques de M. Howard Green, conservateur de Vancouver, contre la politique ministérielle de défense du Pacifique. "Nous n'avons pas une force aérienne adéquate, a dit M. Turgeon, parce que nous avons envoyé tous les aviateurs et tous les avions disponibles en Grande-Bretagne. A cette époque, c'était la meilleure chose à faire et personne, en cette Chambre, ne critiquera le gouvernement à ce sujet". (On est en droit de se demander si, en face de la sérieuse situation qui existe en Colombie canadienne, M. Turgeon a compris l'énormité de son admission).

La défense du Pacifique

Parlant du danger japonais dans le Pacifique, M. Turgeon a déclaré: "Je voulais l'extension de la loi de mobilisation des ressources nationales, parce que je voyais venir la guerre contre le Japon. Nous, en Colombie canadienne, et vous, en Alberta, sommes en danger. Je ne crains pas tant une attaque directe contre Vancouver qu'une attaque contre les îles aléoutiennes et l'Alaska. Le Canada et les Etats-Unis devraient armer et entraîner à fond des troupes considérables, prêtes à être envoyées en Sibérie dès que la Russie et le Japon en viendront aux prises. Alors le Japon tentera d'occuper les bases aériennes de la Sibérie, qui sont seulement à une heure ou deux de vol du nord de la Colombie canadienne, et de quatre à cinq heures de vol d'Edmonton et de Vancouver. C'est pourquoi j'estime qu'il est de notre suprême devoir d'assurer parfaitement la défense du Pacifique".

Au nombre des mesures de défense qu'il a suggérées, M. Turgeon a énuméré les suivantes: 1. Prince Rupert devrait devenir une base navale à l'usage conjoint du Canada et des Etats-Unis. 2. On devrait terminer le chemin de Prince Rupert à Prince George, de manière à en faire une route militaire, sans que la Colombie canadienne en assume le coût. 3. L'aéroport de Prince-George devrait être relié à l'aéroport d'Edmonton. 4. On devrait relier par un chemin tous les aéroports du nord-ouest jusqu'à l'Alaska. 5. Il faudrait construire une nouvelle route militaire de Vancouver à Edmonton. Comme citoyen M. Turgeon s'est prononcé en faveur de la conscription, mais comme membre du Parlement il a exprimé l'avis que cette mesure "retarderait plutôt qu'elle n'aiderait notre effort de guerre".

M. Hanson contre M. Meighen

M. Turgeon a eu une passe d'armes avec le chef de l'opposition. Il a même eu l'occasion de mettre M. Hanson en contradiction avec M. Arthur Meighen sur la question controversée de la conscription des riches. "Je demande à n'importe quel membre de cette Chambre de se lever et de dire si une simple motion ministérielle présentée aujourd'hui pour la conscription des hommes, motion qui ne ferait pas mention de la conscription des riches, serait acceptée plus vite que le plébiscite". A ce moment M. MacInnis, membre de la C.C.F., lui a demandé si la Chambre s'opposerait à la conscription des riches. M. Turgeon a répondu: "Personne du côté de l'opposition ne peut dire que l'amendement proposé par le leader conservateur réclame la conscription totale de la richesse." M. Hanson d'intervenir pour dire: "L'amendement conservateur parle de la mobilisation totale de la richesse". M. Turgeon lui a alors lancé ce défi: "Si le leader conservateur se lève et engage officiellement son parti en faveur de la conscription totale de la richesse, je lui dis que le nouveau leader (M. Arthur Meighen), qui a été imposé aux conservateurs, va se retirer. Il n'y a pas à en douter. Il ne sert à rien de se payer de mots". Là-dessus, M. Hanson a gardé le silence. Il n'avait rien à répondre.